Burundi : pas de consensus autour de la mise en place d'une CVR

@rib News, 04/01/2012 - Source Xinhua La mise en place au Burundi d'une Commission Vérité et Réconciliation (CVR) "mixte" n'a pas pu dégager un consensus au sein d'une dizaine de formations politiques, dont le parti au pouvoir CNDD-FDD, réunis mercredi à Bujumbura autour du deuxième vice-président de la République du Burundi, Gervais Rufyikiri, a-t-on constaté sur place. Le Comité Technique (CT) burundais chargé de la mise en place des mécanismes de justice transitionnelle avait proposé la création d'une CVR constituée de 11 membres burundais en tenant compte des équilibres politiques, ethniques, régionaux, de genre, issus des confessions religieuses et de la société civile ; et que la CVR soit appuyée par un Conseil consultatif international de cinq personnalités.

Pour le CT, une CVR composée exclusivement des nationaux s'explique par le souci de vouloir préserver l'indépendance et la souveraineté du Burundi. En outre, selon le CT, le problème de langue ne faciliterait pas la tâche aux commissaires étrangers qui devraient enquêter sur les victimes et les témoins burundais qui parlent exclusivement la langue nationale. Certains représentants des partis politiques estiment que la présence des étrangers dans la CVR rendrait cet organe, qui est une émanation du droit international, plus crédible. Par ailleurs, a-t-on fait remarquer, 77% des gens interrogés lors des consultations populaires roulaient pour une CVR mixte. Par ailleurs, ils ont déploré que le CT se soit inspiré seulement des expériences de trois pays africains (Togo, Afrique du Sud et le Rwanda) alors que jusqu'en 2008, 40 CVR avaient été créées à travers le monde. Depuis fin 2011, le gouvernement burundais a ouvert des séances d'information à l'intention des différentes catégories sociales sur la mise en place des mécanismes de justice transitionnelle au Burundi.